



Canadian
Television
Fund

Fonds
canadien
de télévision



**Modifications apportées aux Exigences en matière
de comptabilisation et de présentation**

1^{er} janvier 2006

Modifications apportées aux Exigences en matière de comptabilisation et de présentation

Le Fonds canadien de télévision (FCT) et Téléfilm Canada (TFC) souhaitent vous informer des changements aux **Exigences en matière de comptabilisation et de présentation**, applicables à tous les fonds et programmes du FCT et de TFC pour lesquels un rapport de coûts final est exigé. Ce document est maintenant accessible en ligne sur le site du Fonds canadien de télévision à www.fondscandiendetele.ca.

Ces Exigences en matière de comptabilisation et de présentation, datées du 1^{er} janvier 2006, annulent et remplacent les exigences publiées en mars 2003 et peuvent être appliquées rétroactivement à toutes les Productions pour lesquelles des demandes de financement ont été signées avec le FCT ou TFC à compter du 1^{er} avril 2005.

Cet avis a pour but de résumer brièvement les deux principales modifications apportées aux anciennes exigences, soit la section 4.6 « Bien acquis au cours de la Production », et la section 4.10 « Opérations entre apparentés ». En aucun cas il élimine le besoin des requérants de se familiariser avec le document officiel.

4.6 *Biens acquis au cours de la Production (uniquement pour les activités de production)*

Le FCT et TFC reconnaissent deux catégories d'actifs pour les activités de production :

- Les biens acquis par la compagnie mère ou une compagnie de service apparentée et loués à la société de production (ex : véhicules de transport qui ne sont pas portés à l'écran, caméra, éclairage, sonorisation, équipement de montage et de postproduction, etc.);
- Les biens acquis par la société de production à titre d'éléments portés à l'écran (ex : décors, accessoires, véhicules pour les besoins de certaines scènes, costumes, etc.)

4.6.1. Biens acquis par la compagnie mère ou une compagnie de service apparentée

Ces actifs sont comptabilisés au bilan de la société apparentée et peuvent être loués pour les besoins de la Production à la société de production. La comptabilisation et la présentation de ces actifs doit se faire selon les normes décrites à la section 4.10.3 du présent document.

4.6.2. Biens acquis par la société de production

Cette section ne traite que des biens acquis pour les fins de tournage et fait donc partie intégrante des éléments portés à l'écran.

- Le bien doit être directement lié à la Production.
- Lorsque plusieurs Productions utilisent le même bien (notamment dans le cas du renouvellement d'une série d'émissions télévisées), le FCT et TFC permettront que le coût total

de l'acquisition ou de la construction soit imputé lors de la première série de l'émission de télévision. **Si la Production utilise ce même bien dans une série subséquente, le coût de ce bien sera de zéro** (à l'exclusion d'un coût raisonnable d'entreposage, de réparation et maintenance, d'assurance et autres coûts d'opérations directement reliés au bien).

- Dans tous les cas, pour plus de précision, le FCT et TFC n'accepteront pas que le coût d'un bien soit chargé à la Production plus d'une fois et ne dépasse le coût d'acquisition.
- Lorsque les biens acquis ne sont pas vendus à la fin d'une production et qu'ils possèdent une valeur résiduelle différente de zéro, celle-ci doit être portée au crédit du poste du devis auquel les coûts initiaux avaient été imputés.
- Lorsqu'elle présente un ÉCFCA, la société de production doit fournir l'information suivante certifiée par l'expert-comptable indépendant relativement aux biens acquis dans le cadre de la Production :
 - La description et le coût d'acquisition de tout bien acquis dont la valeur est égale ou supérieure au plus élevé de 5 000 \$ ou de **0,5 %** du coût final total de la Production déclaré dans l'ÉCFCA doivent être présentés dans une note
 - Si la société de production cède des biens acquis à un coût égal ou supérieur au plus élevé de 5 000 \$ ou de **0,5 %** du coût final total de la Production, elle doit décrire chaque bien vendu, son coût d'acquisition et le montant du produit de la vente dans une note.
- Le FCT et TFC se réservent le droit de refuser certains coûts et/ou produits de cession s'ils les jugent déraisonnables.

4.10. Opérations entre apparentés (OEA)

4.10.2. Personnel d'un apparenté

Pour être admissible, la dépense de main-d'œuvre doit rencontrer les cinq critères suivants :

- être raisonnable dans les circonstances;
- être incluse dans les coûts de la Production;
- avoir été engagée pour les étapes allant du début de la Production jusqu'à la fin de l'étape de postproduction;
- être directement attribuable à la Production (il doit y avoir un lien clair avec une tâche particulière de la Production);
- avoir été payée dans l'année d'imposition ou dans les 120 jours suivant celle-ci.

Le producteur/distributeur a la responsabilité de fournir la documentation suffisante et adéquate pour supporter les montants ci-dessus.

4.10.3. Biens et services fournis par des parties apparentées

La comptabilisation de ces transactions peut s'effectuer selon l'une des deux méthodes suivantes:

- (i) Si le bien ou le service est fourni par une société liée, la comptabilisation peut s'effectuer à la **valeur d'échange**, telle que définie dans le Manuel de l'ICCA au chapitre 3840. Toutefois, pour être admissible, la dépense doit rencontrer les cinq critères énoncés au paragraphe 4.10.2, et si le bien ou le service est fourni par la société mère, celle-ci doit répondre à la définition de l'Agence du revenu du Canada (ARC) telle qu'énoncée dans sa politique sur les frais d'administration. Le FCT et TFC se réservent le droit de réviser ces

critères d'admission en cas d'abus dans leur application ou si certains montants semblent non justifiés ou déraisonnables.

- (ii) Si le bien ou le service est rendu par la même entité juridique que la compagnie de production, la comptabilisation des transactions doit être effectuée au **coût réel** tel que défini ci-dessous.

Le coût réel devra être calculé en se fondant sur les frais d'exploitation réels de la compagnie de production qui peuvent inclure, sans y être toutefois limités, le coût d'acquisition ou l'amortissement, l'électricité, le loyer, les assurances, les frais d'entretien et de réparations, le coût de financement des biens, l'impôt foncier, les permis requis, etc. qui ont été engagés directement pour la Production. Le FCT et TFC pourront se baser sur les états financiers annuels de la compagnie de production pour valider les frais d'exploitations réels.

Lorsqu'une société liée recharge à la Production des biens et/ou services fournis par des tiers (ex : service de téléphone), la valeur de ces biens et/ou services doit être égale au prix payé par la partie apparentée au tiers. Aucune marge de profit ne peut être rechargée sur ces biens et/ou services. Ils doivent correspondre au coût réel uniquement.

Le producteur/distributeur a la responsabilité de fournir la documentation suffisante et adéquate pour supporter les montants ci-dessus.

Pour obtenir de plus amples renseignements, visitez le site Internet du Fonds canadien de télévision, à www.fondscanadiendetele.ca, afin d'obtenir une copie des nouvelles Exigences en matière de comptabilisation et de présentation, ou communiquez avec Angélique Malo, Chef Conformité et Recouvrement, Téléfilm Canada, au (514) 283-0838 poste 2038.